

LE MAIRE ET LE JOURNALISTE :
JE T'AIME, MOI NON PLUS

I l y a deux manières de dire la même chose. L'une, savante, renvoie au modèle de la double dépendance, exposé par le sociologue Patrick Champagne en 1995¹. L'autre, plus directe, plus familière, reprend le fameux « Je t'aime, moi non plus » ou, comme le disent les enfants : « Je te tiens, tu me tiens... » 113

La relation entre le maire et le journaliste de province est dominée par l'ambivalence : chacun a besoin de l'autre, chacun se méfie de l'autre. Le maire détient les clés de l'information locale, que lui ont remises les électeurs et qu'ils peuvent reprendre. Le journaliste veut que son journal intéresse « les gens » et se vende. Il a, en même temps, une certaine idée de son métier : rigueur, souci du pluralisme, volonté de dire des choses que les responsables préfèrent taire...

Cette relation de tension peut être féconde pour la collectivité, pour peu qu'un minimum de confiance et un accord sur les manières de vivre la démocratie soient effectifs. Voilà pour le cadre, mais qu'en est-il au quotidien ?

Enquête à l'ouest de la France, où le premier quotidien du pays, *Ouest-France*, couvre douze départements et trois régions : Bretagne, Basse-Normandie, Pays de la Loire, et se bat avec un concurrent dynamique : *Le Télégramme*. En 2005, le grand journal de Rennes a bétonné son territoire en reprenant trois journaux, à Nantes, Angers et au Mans : *Presse Océan*, *Le Courrier de l'Ouest* et *Le Maine libre*. Nous nous sommes tenus à cette vaste région de culture modérée, où les socialistes ont conquis nombre de municipalités il y a une trentaine d'années. Nous

1. « La double dépendance. Quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique », *Hermès*, n° 17-18, 1995.

avons pu y rencontrer les acteurs dans la diversité de leurs expériences, d'une manière proche de l'ethnographie, mais cette enquête ne prétend pas être exhaustive.

Théo Le Diouon a travaillé en rédaction locale, notamment en Vendée, dans le Finistère, la Manche et les Côtes d'Armor. Puis, au siège, il a été responsable des informations régionales, chargé de suivre le travail des rédactions du terrain. Il précise d'emblée que le suivi de l'actualité municipale est assuré par des journalistes professionnels, rompus (en principe !) aux exigences d'une information impartiale, mais aussi dans les petites villes et les bourgs par des correspondants « de bonne volonté mais davantage tributaires de leurs sources ».

114 Pour le maire, le journal est facteur de notoriété, l'outil du faire-savoir, le vecteur des remontées des administrés, le baromètre de la popularité et/ou de la grogne d'en bas. C'est dans le journal que l'élu peut lancer un débat, c'est là qu'il peut percevoir les préoccupations des habitants.

Une sorte de sondage permanent où – dans la régularité – le journaliste peut mettre au jour une évaluation des services rendus par la municipalité. On voit bien là ce qui va attirer le maire mais aussi le gêner. Moi, élu, je me méfie de ce journal qui peut orienter l'opinion en apportant à l'agenda local tel sujet gênant. Si je pouvais maîtriser le contenu du journal, ce serait tellement mieux !

« Selon le tempérament, cette tentation s'exprimera différemment. Il y a les autocrates et les libéraux », se souvient Théo Le Diouon de ses années sur le terrain. Certains maires – minoritaires – rejettent la communication. D'autres mettent des verrous : l'information ne passera que par eux, ou par leur homme ou femme de confiance : adjoint(e), secrétaire général ou chargé(e) de communication. « Ils veulent tenir la plume du journaliste pour éviter toute aspérité. En réalité, ils ont souvent peur du débat. » Le journaliste se rappelle être resté fâché trois mois avec Louis Le Pensec, maire socialiste de Mellac (Finistère), ministre de la Mer, qui ne lui donnait que des communiqués, mais glissait des informations au journal concurrent, *Le Télégramme*. La voilà, l'arme de dissuasion : favoriser le journal rival, quand il existe bien sûr.

L'arrivée du courrier des lecteurs en pages locales, dans les années 1990, fut un *casus belli* dans plusieurs villes. *Ouest-France* en a reçu des volées de bois vert ! Théo Le Diouon a en mémoire les débats autour du port de Saint-Quay-Portrieux dans les Côtes d'Armor : « Un seul avis contre suffisait à susciter la colère. Un maire préfère un comité avec lequel il pourra négocier à l'expression directe de particuliers. C'est qui,

ce monsieur Machin ? Il a qui derrière lui ? L'opposition municipale ? Cela peut être déstabilisant pour l'équipe en place. »

Chez certains édiles affleure un refus de l'opposition, ou tout au moins une réticence à ce qu'elle s'exprime. « Jusqu'à ce qu'elle conquière nombre de villes bretonnes, la gauche apparaissait illégitime à des maires de droite. J'ai vu ici ou là des procès en incompétence. » Deux éléments ont tout de même pesé sur l'évolution : le mode de scrutin qui, à partir de 1983, a fait siéger les oppositions au sein des conseils municipaux, « contraignant au débat contradictoire », et les exigences accrues de la population, obligeant à la transparence, avec ses dérives procédurières. Globalement, le dirigisme est le même, à droite ou à gauche, qui a une conséquence majeure : l'exclusion de la parole des autres. À Cesson-Sévigné, près de Rennes, la gauche a longtemps été empêchée de s'exprimer dans le bulletin municipal, par exemple.

115

Responsable de l'édition « Rennes Est » de *Ouest-France* (une trentaine de communes), Muriel Mandine anime un réseau de correspondants. Chaque lundi, elle leur adresse un e-mail, où elle les invite à présenter les sujets de la semaine et les événements prévisibles. De ce dialogue doit émerger le « plus » du journal : le papier présentant un dossier, un projet, avec la parole des élus et des habitants concernés. Elle nous cite quatre communes où s'expriment les attitudes diverses des maires qu'elle appelle « Monsieur » ou « Madame » et qu'elle vouvoie toujours.

D'abord, une commune rurale de près de quatre mille habitants. Le maire élu en 2008 veut contrôler l'information en instituant un rendez-vous chaque mardi où il définirait avec la correspondante le sujet de la semaine pour *Ouest-France*. Contexte délicat : celle-ci a été candidate sur la liste d'opposition ; elle décide finalement d'arrêter sa collaboration avec le journal. Muriel Mandine va mettre à profit l'arrivée d'un nouveau correspondant pour lui préciser, dans un e-mail adressé d'abord au maire, des règles de fonctionnement (pas de convocation à la mairie, pas de relecture mais respect de la parole des élus). Accueil ironique du maire (« Voilà de beaux principes ! ») mais un certain équilibre a été trouvé.

Deuxième commune, tout près de Rennes, gagnée par le Parti socialiste en 2008, seize mille habitants. « Le maire, qui n'oublie pas qu'il a été journaliste, donne des infos et appelle quand ça l'arrange, mais il n'est pas le seul à agir ainsi ! Un papier sur les jardiniers municipaux où l'on parlait de produits phytosanitaires et de conditions de travail m'a valu une engueulade de la chargée de communication. J'ai répondu qu'on faisait de l'information contradictoire... » Muriel Mandine voit dans le

site municipal un « concurrent redoutable », avec de nombreuses brèves pratiques et certaines informations que la mairie se réserve, quand elles sont positives bien entendu.

Dans la commune voisine (mille neuf cents habitants), les relations avec le maire Union des démocrates et indépendants sont mauvaises. L'élu pense qu'« on ne [l']aime pas » et se contente d'envoyer des communiqués pour les inaugurations ou les informations clairement politiques. En réalité, il « cherche à faire sans le journal », en utilisant les services d'une agence de communication et en choisissant un directeur de cabinet qui retient l'information et donne priorité au bulletin municipal. Bref, estime Muriel Mandine, « on n'arrive pas à faire notre travail ».

116 Dernier exemple, dans une grosse commune rurale, Janzé (huit mille cinq cents habitants) : un maire élu en 2008 qui « se méfie du journal ». C'est dans l'hebdomadaire de Vitré, et non dans le quotidien, qu'il répond à l'ancien maire qui vient l'attaquer sur sa gestion. Le prédécesseur n'avait pu se représenter à la suite d'une condamnation en justice mais il pourrait revenir en 2014. Sur ce genre de controverse, un journal ne peut être en retard, s'il veut garder ses positions dans la région. Ses atouts sont aussi ses fragilités : son ancrage local (« On connaît les gens »), des correspondants, « à qui on demande de plus en plus pour le même argent ». Il est clair que la crédibilité et l'avenir du journal se jouent en grande partie là, sur une information locale précise, validée et publiée en temps voulu.

Avant d'être journaliste à *Ouest-France*, Stéphane Vernay, actuel directeur départemental en Ille-et-Vilaine, a été pigiste pour les journaux de collectivités locales où il a mis en œuvre un travail « orienté mais finement ». Ses premiers postes au quotidien (Saint-Malo, Château-Gontier) le mettent en présence d'élus directifs. René Couanau ou Jean Arthuis se plaignent au directeur départemental quand un papier leur déplaît. Le second dictait ce qu'il voulait voir paraître... Dans d'autres villes, c'est le flot de communiqués qui devient un repoussoir pour le journaliste. Mais on est encore loin des dérives personnelles, observées à Cholet ou Loudéac, où l'autoritarisme crée ou a créé une sorte d'empêchement pour un journalisme digne de ce nom. Pression permanente, colères qui remontent jusqu'à la rédaction en chef...

Quand on écoute Stéphane Vernay, son vécu au Mans face à Jean-Claude Boulard offre un bon exemple de tension féconde. « J'ai apprécié, malgré quelques frictions, ce maire pourtant au fort ego. Après une ou deux explications d'emblée, un respect réciproque s'est installé pendant quatre ans. Il m'a dit : "L'actualité municipale, c'est moi. Faites votre boulot." »

Nombre d'élus testent leur interlocuteur : « Si tu te montres une car-pette, ils t'écrasent. »

« DE GRANDS ANGOISSÉS »

Plus que le caractère des maires, qui l'emporte parfois sur leur intelligence, c'est la montée en puissance, depuis quinze ans, des professionnels de la communication qui est l'élément majeur des relations mairie-journal. « On a appris à se parler, confie Stéphane Vernay. Auparavant, si on ne venait pas à leur truc, l'explication était rude. Maintenant, le chargé de com appelle et dit : "Je t'ai préparé quelque chose." Nous, journalistes, devons être clairs sur nos règles, nos principes, fixer des limites aux demandes de la municipalité. Car le bon communicant, c'est celui qui va te faire faire quelque chose en te faisant croire que c'est toi qui as eu l'idée. » D'abord, le vouvoiement des élus par les journalistes est une bonne règle de base : il instaure une saine distance, même avec ceux qui cherchent une complicité. Car, chez les élus comme chez les patrons, on voit « de grands angoissés, qui veulent avoir le sentiment que tu es à leur botte. Alors, respect, écoute, "compromis mais pas compromission." »

Jean-Bernard Cazalets, quinze ans localier puis chef de rédaction et directeur départemental en Normandie (Cherbourg, Caen), n'est guère loin de partager cette manière de voir. Lui, il aime la politique ; il a apprécié de croiser des élus passionnés, « bénédictins de leur cause ». Il n'a jamais eu de blocages majeurs avec des hommes comme Jean-Marie Girault, maire de Caen de 1970 à 2001, qu'il a connu les dix dernières années de son mandat, et Louis Mexandeau, challenger socialiste de l'élus de droite. Qu'il s'agisse des dossiers locaux qui virent s'affronter majorité et opposition – ici le TVR, transport sur voie réservée ou train sur pneus, et le centre-ville piétonnier – ou bien des campagnes municipales, le journaliste s'appuie sur quelques principes : la connaissance des dossiers, base de la crédibilité ; la manière *Ouest-France* où l'on refuse de se comporter en « justiciers » et où l'on pèse ses mots ; le respect de la parole (le *off*, c'est le *off* ; pas de « vacherie » dans les coins). Cette clarté dans la relation n'exclut pas les engueulades, et si l'élus se fait menaçant, la rédaction « résiste », sachant qu'un maire tend la corde jusqu'au moment où il sait qu'il aura besoin du journal...

L'ancien chef de rédaction normand insiste sur la nécessité de prendre du temps, en dehors des conseils municipaux, pour échanger avec les élus, tout en gardant ses distances (« On apprend toujours quelque chose dans un dîner d'après-conseil »). Il reconnaît avoir eu de la chance : « J'ai

eu affaire à des gens cultivés et qui ne nous imposaient pas des communicants comme aujourd’hui. » Il s’interroge sur sa profession : « Ne sommes-nous pas devenus moins bons ? Moins précis, plus pontifiants, moins rigoureux parce que plus pressés ? D’abord, donnons les faits, les chiffres, ensuite on peut faire du commentaire. » La mission première du journal est, à ses yeux, de « traiter la vie quotidienne de milliers de gens, pas de donner des leçons ». Et il termine avec cette remarque pertinente : « Ce n’est pas le pouvoir politique local qui est le plus fort, le plus menaçant, pour un journaliste, mais bien le pouvoir économique. »

118 Tonalité un peu différente chez Joël Bigorgne, chef de la rédaction de Nantes de 2002 à 2012, avec un maire qui allait devenir Premier ministre. Jean-Marc Ayrault a dirigé la municipalité de 1989 à 2012 et le groupe socialiste à l’Assemblée nationale de 1997 à 2012. Devant ce baron du socialisme municipal, qui a réaménagé le centre-ville et impulsé une vie culturelle active, les journalistes nantais – volontiers frondeurs – ont vu se mettre en place un « verrouillage » progressif de l’information via un efficace directeur de la communication. L’ancien chef de la rédaction de *Ouest-France* a senti, au fil des années, l’enthousiasme de la démocratie participative retomber : « Avant, les projets étaient discutés dans les quartiers ; peu à peu, les dossiers sont arrivés presque ficelés, ne laissant place qu’à quelques aménagements. » Au désir de contrôler, compréhensible chez un homme politique national, s’est ajouté un élément personnel. Une condamnation en justice en 1997 pour une affaire locale, effacée dix ans plus tard par une réhabilitation. La « blessure » a engendré une méfiance nouvelle, du moins est-ce ainsi que les journalistes l’ont perçu chez le maire de Nantes. « Il est devenu difficile d’avoir des renseignements, heureusement que j’avais des contacts au sein de la municipalité », se souvient Joël Bigorgne. La relation entre Jean-Marc Ayrault et le président-directeur général de *Ouest-France* n’était pas simple : la reprise de *Presse Océan* par le journal rennais « les a rapprochés, mais on est plutôt dans le “Je t’aime, moi non plus”, ce qui entraînait des hauts et des bas avec la rédaction nantaise ».

D’autre part, le site de la ville est performant et se révèle un vrai concurrent pour les journaux s’agissant de l’information pratique, mais il reste un « relais à sens unique ». Aux journalistes de faire leur travail : parler des sujets de préoccupation des Nantais, comme la circulation ou l’emploi, toujours « du point de vue des gens ».

« JE NE PEUX PAS ÊTRE MALTRAITÉ PAR LE JOURNAL »

Mais que pensent les communicants, souvent perçus comme un écran entre les journalistes et les élus, et dont le nombre a explosé alors que celui des journalistes diminuait ? Dans les rédactions, ils sont souvent décrits comme ceux qui « prémâchent l'information municipale et ne montrent que ce qui brille, en cachant les misères ».

Écoutons le responsable du service de presse de Rennes, Manuel Contin, 33 ans, interface entre les journalistes et l'institution municipale. Aux élus, il apporte sa connaissance des médias (il a commencé, après l'Institut d'études politiques de Rennes, par travailler à *Ouest-France*): « Ne servez pas votre soupe aux journalistes, ils veulent seulement ce dont ils ont besoin pour leur papier du jour. » Avec les rédactions, soit une centaine de journalistes tous médias confondus, il passe son temps à établir un deal: « Attends, je te donnerai tous les éléments. » Car le facteur temps est décisif: le journal doit « être le premier à donner l'information, y compris sur son site ». Un rythme très différent de l'administration municipale, qui voudrait toujours présenter une matière réfléchie, cohérente. Exemple: la découverte d'une bombe sur un chantier du centre-ville, qui crée évidemment le buzz dans la ville. Enjeu pour la mairie: faire valoir qu'elle a fait face au problème dès qu'elle a été informée. Donc, il faut un point presse, mais qui va parler ? En l'occurrence, ce sera le directeur des services municipaux. Le souci de Manuel Contin, ce soir-là, sera « la coloration » que *Ouest-France*, média dominant à Rennes, donnera à l'affaire. En clair: « “Je”, comprenez la municipalité, ne peux pas être maltraité par le journal que lisent les décideurs et qui donne le ton dans la ville. Quand *Ouest-France* sort un sujet seul, les autres rédactions vont s'y mettre. » Cette préoccupation du communicant peut donner lieu à des discussions serrées, le soir à l'heure du bouclage, y compris en interne au journal.

119

Il arrive que certains journalistes aient envie de « se faire » la mairie ou, du moins, donnent cette impression. Alors, la plainte du maire remonte à l'échelon départemental, voire à la rédaction en chef ou à la direction, en mobilisant parfois les réseaux dans lesquels celle-ci est impliquée. Théo Le Diouron a été amené à régler certains conflits: « La plupart trouvent une solution locale, avec la publication d'un avis complémentaire au papier incriminé, d'une précision qui faisait défaut. Il m'est arrivé d'aller voir les élus, mais toujours en compagnie du journaliste local. Il faut que les deux parties entendent les mots de l'autre, en direct, se disent les choses qui fâchent. La raideur, le procès d'intention, viennent

souvent d'une absence d'échanges qui entraîne la suspicion de la part de l'élu. "Vous défendez Untel contre moi !" Or, c'est souvent parce que le journaliste a du mal à accéder aux sources, aux projets qu'il va écrire ce papier qui irrite. Notre chance à *Ouest-France*, c'est que les confrères et consœurs sont attachés à faire vivre le pluralisme, mais dans la durée, pas forcément le jour même. »

120 Un sujet a déchaîné les passions : le nucléaire, de Plogoff (Finistère) à Flamanville (Manche). Il a imposé de donner la parole à des experts crédibles, et les journalistes eux-mêmes ont dû apprendre à maîtriser les données majeures du dossier. Pour Théo Le Diouron, qui a souvent endossé le costume du démineur, « l'élu et le journal doivent vivre ensemble, il faut donc lever les incompréhensions ». La culture politique régionale joue ici, favorablement, des deux côtés. « Je ne ferais pas ce métier dans certaines villes du sud de la France, confie Manuel Contin. La modération, l'écoute, sont en Bretagne plus fréquentes. On ne vit pas dans un théâtre de guignols, on ne raconte pas des craques. Un rapport de confiance avec une rédaction est possible. » Lui-même a connu pendant quatre ans un Edmond Hervé qui « n'a jamais tutoyé un journaliste » et dont l'attitude professorale et la rigueur inspiraient le « respect », puis – en ligne directe – un Daniel Delaveau, ancien journaliste lui-même. Plus à l'aise avec ceux dont il a exercé la profession, ce dernier peut passer de la connivence à la distance face à certaines questions, dont le faible « niveau » l'agace, alors qu'il veut « d'abord développer sa vision du territoire ». Le maire et le journaliste ne connaissent pas la même temporalité.

Jean de Legge, qui a quitté en juillet 2013 ses fonctions de directeur général de l'information et de la communication de Rennes et de sa métropole, prend du recul : « Je trouve qu'on est bien servis. *Ouest-France* nous fait exister et nous met en relation avec les autres institutions. Dix mille noms en quatre mois, cent par jour, c'est une belle galerie d'acteurs locaux. » Ensuite, à ses yeux, le journal n'a pas seulement pour rôle d'informer, « il participe à la fabrication d'un ordre local ». Une figure de *Ouest-France*, ancien rédacteur en chef, Eugène Brûlé, avait ce raccourci : « Nous sommes un peu la gendarmerie et l'église. » Si Jean de Legge rappelle cette réflexion qui remonte à près de quarante ans, c'est qu'il est préoccupé davantage par l'éloignement d'une partie de la population du fonctionnement de la démocratie locale que par le contrôle de ce qu'écrivent les journalistes. Rappelant qu'au second tour des municipales de 2008 à Rennes 46 % des électeurs s'étaient abstenus, il insiste sur la nécessité de constituer une scène locale où les habitants

les moins enracinés peuvent se relier. « Chez les jeunes des quartiers les moins favorisés, il y a une attente d'histoire locale qui leur permet de dire : je suis d'ici, de ce quartier. » Mais les élus continuent à lire le journal « comme il y a trente ans ». À l'adjoint qui s'énerve « parce que c'est Machin qui traite *son* sujet » correspond « le journaliste qui veut habiller sa soif d'indépendance d'anecdotes qui feront polémique ». Les élus ont tort d'avoir « le nez sur le papier, juge encore Jean de Legge, car il vaut mieux gérer un dossier avec *Ouest-France* que sans *Ouest-France*, qui est à sa façon un fabricant de cohésion sociale ». La déformation de certains élus consiste à ne voir que le microcosme local, « les 15 % de gens qui savent tout sur tout », et oublier les habitants qui attendent d'abord que les services municipaux fonctionnent bien. D'où le jeu de rôles qui s'installe entre élus et journalistes, et peut susciter des guerres plus ou moins longues...

121

LA TYRANNIE DE LA VISIBILITÉ

Côté politiques, le sentiment que l'image dépend d'une « bonne » communication s'est accru depuis la fin des années 1990. « Aux municipales de 1995, on commence à entendre l'expression “déficit d'image” comme une question à travailler », retrace Christian Le Bart, directeur de la Maison des sciences de l'homme à Rennes, auteur de livres sur ces sujets². Un maire d'une ville moyenne lui a confié dans ces années-là : « Je préfère mettre un million pour une campagne de publicité que pour la réfection des trottoirs. » Les élus ont bien tenté de contourner les quotidiens régionaux avec leurs journaux municipaux, leurs sites internet, voire la télé locale, mais la PQR (ou presse quotidienne régionale) garde son poids et sa légitimité, d'où la « dépendance au journal » qui perdure.

« Toute institution qui dépend de son image est obsédée par le rendu dans la presse ; chez les élus, c'est encore plus fort, précise Christian Le Bart. Cette tyrannie de la visibilité joue de deux façons. Traditionnellement, l'élu qui veut conserver sa place veut qu'on publie son communiqué, qu'on montre ses chantiers, qu'on lui donne la parole plutôt qu'à ses opposants. Cette demande revêt parfois une forme très simple : que je sois sur la photo... » Bien entendu, plus la commune est petite et plus la dépendance au journal est prégnante.

2. *Les Maires. Sociologie d'un rôle*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2003 ; *Le Métier d'élu local*, dirigé avec Joseph Fontaine, Paris, L'Harmattan, 1994 ; et *La Proximité en politique*, dirigé avec Rémi Lefebvre, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

Depuis vingt ans, une nouvelle conviction a pris corps : le développement du territoire dépend de son image. Il faut être *attractif*, réduire le négatif, valoriser le positif. D'un côté, les faits divers dont l'étalage pointe une ville où il vaut mieux ne pas sortir après minuit ; de l'autre, les exploits sportifs, le dynamisme associatif ou culturel, voire la météo... Les classements des magazines (les villes où il fait bon vivre, travailler, sortir) sont très regardés par tous les professionnels d'une ville et les journalistes sont eux-mêmes pris dans cette contrainte collective.

« La presse joue aussi avec l'identité du territoire, note Christian Le Bart. L' élu craint par-dessus tout l'article qui décrirait une commune ou une métropole faiblarde. » Avant, le maire pouvait se plaindre ; maintenant, il doit mettre en avant du positif. Savez-vous, par exemple, que la présence d'Ikea dans une zone est un indicateur de qualité de vie ?

122 La presse des collectivités qui joue à fond sur ce levier a ses limites : elle est « saturée par l'effet miroir ». Le maire, le président du conseil général, selon l'universitaire, peuvent se mirer dans l'idée qu'ils sont à la tête d'un territoire valorisant : « La fierté d'être breton a ses raisons et le journal, lui-même, doit participer à cette euphorie communautaire dont on a besoin, mais il a aussi une contrainte de crédibilité qui est de dire les choses, de soulever les problèmes. »

Mettre à l'agenda les choses qui grattent et faire vivre le débat démocratique, voilà aux yeux de Christian Le Bart deux missions que peut remplir la presse d'information : « Elle ne doit pas se laisser piéger par le consensus qui arrange la majorité municipale, elle doit donner à voir le territoire dans sa diversité. » Fabriquer du « nous », de la « communauté » en montrant comment vivent ceux qui la composent, ce qu'ils attendent, ce qu'ils créent dans leur zone de vie : ce rôle ne doit pas disparaître, estime-t-il, même si la concurrence est rude et le défi lancé par internet redoutable. Avec ses heurts, ses fâcheries, ses incompréhensions, le face-à-face au quotidien entre le maire et le journaliste peut brouiller ces missions. Il ne les rend ni obsolètes ni caduques.

R É S U M É

La relation entre les maires et les journalistes de province est placée sous le signe d'une proximité souvent conflictuelle. La double dépendance qui la caractérise s'est accentuée avec la montée en puissance des communicants. Une conception réfléchie de la démocratie locale peut amener à un compromis satisfaisant pour ces deux acteurs de la vie locale.